

**DÉCISION DU MAIRE N° 22/2026**  
**PRISE PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**  
**DE LOCAUX MUNICIPAUX**

Le Maire de la ville d'Amélie-les-Bains-Palalda,  
**VU** l'article L.2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales, alinéa 5, relatif aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Maire par le Conseil Municipal,  
**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 27 avril 2026 qui, en application de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales susvisé, donne délégation à Madame le Maire d'Amélie-les-Bains-Palalda de fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal,  
**CONSIDÉRANT** que la commune a la possibilité de mettre à disposition des associations, des locaux municipaux,

**DÉCIDE**

**Article 1<sup>er</sup> :** La Ville d'Amélie-les-Bains-Palalda autorise l'Association Protection Animale Amélienne à utiliser des locaux communaux situés Cami dels Horts, à Amélie-les-bains.

**Article 2 :** La convention est consentie à compter du jour de sa signature pour une durée d'un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des parties.

**Article 3 :** Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

**Article 4 :** Madame la Directrice Générale des Services et Madame le Receveur Municipal sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à Amélie-les-Bains-Palalda, le 28 avril 2026.

Le Maire,  
Marie COSTA



La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit par un recours gracieux, adressé au Maire ;
- soit par un recours contentieux, devant le tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot – 34000 Montpellier – le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Après un recours gracieux, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de ce recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par le Maire, à l'issue d'une période de deux mois.